

"Collection de droit international public

ROBERT KOLB

Professeur aux Universités de Neuchâtel, Berne et Genève
(Centre universitaire de droit international humanitaire)

ius contra bellum

Le droit international relatif au maintien de la paix

Précis

Helbing & Lichtenhahn
Bâle • Genève • Munich

Bruylant
Bruxelles

Table des matières

Avant-propos.	1
--------------------	---

Partie I

Aspects généraux et évolution historique du *ius contra bellum*

Chapitre I	§
Aspects généraux	5
A. La paix comme idéal et comme réalité.	5
B. Le changement de paradigme juridique.	6
C. L'interdiction de la force comme norme d'ordre public.	6
D. Progrès de «juridicité» du droit international.	8
E. Changements dans la politique internationale: « <i>para pacem</i> » ou « <i>para bellum</i> »?	9
F. L'influence du régime politique sur la paix.	10
G. La paix comme valeur suprême de la communauté internationale ...	12

Chapitre II

L'évolution historique de la limitation du recours à la force.

A. Les grandes phases du refoulement du <i>ius ad bellum</i>	15
1. La doctrine de la guerre juste.	15
a) Caractère et contenu déjà doctrine.	15
b) La guerre juste comme prototype de guerre-sanction.	17
c) Le déclin de la doctrine clé la guerre juste.	18
2. La doctrine de l'indifférence.	19
a) Le droit international à l'heure du <i>ius ad bellum</i> généralisé	19
b) Retour du maintien de la paix vers l'utopie.	20
c) Les contradictions axiologiques de la théorie de l'indifférence.	22
d) La prédominance de «l'auto-préservation» tout au long du XIX ^e siècle.	23
3. Les premiers pas du refoulement du droit à la guerre: 1899-1919 .	24
a) Les Conventions de La Haye de 1899 et de 1907.	24
b) Les traités Bryan.	25
4. Le Pacte de la Société des Nations: 1919.	26
a) Les principes constitutionnels du régime du Pacte.	26
b) Le système de maintien de la paix du Pacte.	28
aa) Guerres illicites.	28
bb) Guerres licites.	30

3. La sanction pour l'irrespect des obligations.	35
5. Les efforts de combler les lacunes du Pacte: 1919-1928	35
a) Le Protocole de Genève (1924).	35
b) Les Traités de Locarno (1925).	37
c) Les Résolutions de l'Assemblée de la Société des Nations de 1925-1927.	38
6. La mise de la guerre hors la loi par le Pacte de Paris («Briand/Kellogg», 1928).	39
a) La signification du Pacte de Paris: une ligne de partage des eaux.	39
b) L'origine du Pacte de Paris.	39
c) La portée du Pacte de Paris.	40
d) Les lacunes du Pacte de Paris.	40
7. La Doctrine Stimson de non-reconnaissance: 1932.	42
a) Le principe de non-reconnaissance.	42
b) L'origine de la doctrine.	43
c) Mise en œuvre de la doctrine.	44
d) Les conséquences d'application de la doctrine.	45
8. Le Traité de non-agression et de conciliation, Saavedra-Lamas (1933).	47

/Chapitre III

Bilan général: l'état du droit en 1939	48
---	-----------

Partie II

Les pouvoirs de la collectivité organisée (notamment le Conseil de sécurité des Nations Unies)

Chapitre I

Le schéma constitutionnel de la Charte des Nations Unies	51
A. Aspects généraux.	51
B. La stratégie à long terme de la Charte: la paix positive.	52
C. La stratégie de la Charte à court terme: la paix négative.	54
D. Le système idéal de la Charte et les réalités du monde de la guerre froide.	56
È. Un sceau de fer rouge du système entier: la peur des «abus» par les Etats.	57

Chapitre II

Le Chapitre VII de la Charte: les pouvoirs coercitifs du Conseil de sécurité	59
•À. Idées fondatrices : La volonté d'un exécutif fort et le veto.	59

B. La qualification des situations permettant une action au sens du Chapitre VII	60
1. L'article 39 de la Charte comme clé de voûte du système	60
2. La qualification de l'article 39 comme pouvoir non déléguable du Conseil	61
3. L'acte d'agression, la rupture de la paix et la menace à la paix ...	61
4. L'exigence de mise en danger de la paix internationale.	66
5. Une sanction du droit international par la voie du Chapitre VII? .	68
6. Devoir ou simple pouvoir d'agir du Conseil après la qualification?.....	70
7. Catégorisation de la pratique du Conseil de sécurité relative aux qualifications de l'article 39.	72
8. • Rationalisation de la pratique	76
C. Les pouvoirs du Conseil de sécurité	78
1. Les pouvoirs incidents	78
a) L'enquête. J.!	78
b). Les mesures provisoires •	79
2. Les pouvoirs substantiels ..!	79
a) Les pouvoirs conférés par l'article 41	79
aa) Portée de l'article 41.	79
bb) Les mesures disponibles sous l'article 41.	81
ce) Des limites concrètes aux pouvoirs du Conseil sous l'article 41?	84
dd) L'unité de mesure des limitations aux pouvoirs sous l'article 41: la <i>nde oflaw</i>	89
ee) La mise en œuvre des mesures décidées en vertu de l'article 41.	90
b) Les pouvoirs conférés par l'article 42 .., ..	90
aa) Portée de l'article 42	90
bb) La délégation des pouvoirs militaires du Conseil à des Etats membres	95
ce) Problèmes en relation avec la délégation des pouvoirs vers des Etats	98
dd) L'équilibre précaire entre la centralisation et la décentralisation dans le cadre des opérations «autorisées» sur la base de l'article 42.	101
ee) Le problème des délégations implicites, implicites ou <i>post hoc</i> .., ..	101
ff) La nature juridique des actions «autorisées».	105
3. La délégation de pouvoirs coercitifs à une Organisation régionale (article 53 de la Charte).	108
a) Origine de l'article 53.	108
b) -Définition désorganisations régionales.	109
c) La délégation de pouvoir à une Organisation régionale.	111

d) La pratique de délégations à une organisation régionale •	114
4. Une autorisation d'utiliser la force donnée par l'Assemblée générale des Nations Unies?	115
a) La Résolution «Union pour la paix» (Dean Acheson).	115
b) Portée de la Résolution «Union pour la paix».	116
c) La pratique relative à la Résolution «Union pour la paix»	118
ff Les Comités de sanctions: nature et fonctions.	118
D. Évaluation et limites des pouvoirs du Conseil de sécurité	120
1. Un système basé sur la discrétion.	120
2. Les limites à la discrétion du Conseil	122
3. La sanction du dépassement de compétence par le Conseil de sécurité	129
4. Les conséquences de la faiblesse des limites à la discrétion: la tendance à l'illimitation de fait des pouvoirs; l'absence de <i>checks and balances</i> :	132

Chapitre II

L'exécution (par la force?) d'un jugement de la

Cour internationale de Justice.	134
A. Contenu et portée de l'article 94 § 2 de la Charte.	134
B. Contenu des mesures du Conseil de sécurité	135
C. Exécution par des moyens militaires?	136
D. Types de prononcés judiciaires couverts.	136
E. Le vote au sein du Conseil de sécurité et la pratique.	137
E La pratique du Conseil de sécurité en matière de l'article 94 § 2	138
G. Une action de l'Assemblée générale pour l'exécution d'arrêts de la Cour?	139

Chapitre IV

L'exercice de compétences parallèles du Conseil de sécurité

et de la Cour internationale de Justice.	141
A. La relation Conseil/Assemblée et la relation Conseil/Cour.	141
B. Non-justiciabilité d'un différend en cas de saisine parallèle du Conseil?	142
C. Applicabilité du principe du <i>forum perpetuum</i>	143
D. Le Conseil de sécurité peut-il interdire à un Etat de saisir la Cour?	143
E. Le principe de respect mutuel des organes.	144

Chapitre V**La portée, obligatoire des décisions du Conseil de sécurité
en vertu du Chapitre VII ou de l'article 94 § 2 de la Charte;
l'article 50 de la Charte.**

A. Le caractère obligatoire des décisions du Conseil: .	
article 25 de la Charte.	145
1. La portée matérielle et personnelle de l'article 25 de la Charte ..	145
B. La priorité des obligations de la Charte sur d'autres obligations internationales: Article 103 de la Charte.	148
1. La portée matérielle et personnelle de l'article 103.	148
C. Le droit des Etats affectés par des mesures du Conseil de sécurité d'être entendus et d'éventuellement recevoir une assistance: Article 50 de la Charte.	151
1. La portée, de l'article 50.	151
2. La pratique relative à l'article 50.	152

Chapitre VI**Les opérations de maintien de la paix, classiques et robustes**

A. Historique et fondement des opérations de maintien de la paix	154
B. Evolutions récentes: le <i>peace-keeping</i> robuste	155
C. Modalités et principes de l'organisation des Forcés des Nations Unies!	156

Chapitre VII**Le Chapitre VII de la Charte et la neutralité.**

A. Le concept de neutralité; droit et politique de neutralité.	158
B. Neutralité et sécurité collective.	158
C. Recul de la neutralité.	160

Partie III**L'interdiction du recours à la force et ses exceptions
pour les Etats pris individuellement****Chapitre I****L'interdiction du recours à la force, article 2 § 4 de la Charte.**

A. Signification de l'article.2,§ 4.	165
B. Sources de l'interdiction de recourir à la force.	166
C. L'applicabilité <i>ratione personae</i> de l'article 2 § 4.	167
D. Applicabilité <i>ratione materiae</i> de l'article 2 § 4.	169
E. Conséquences de la violation de l'article 2 § 4.	176

Chapitre II

Les exceptions à l'interdiction de recourir à la force 178

¹ Â. Aspects généraux	178
B. La légitime défense: article 51 de la Charte	179
1. La place générale de la légitime défense dans le système international	179
a) Mise en perspective historique	179
b) L'économie de la Charte: la légitime défense comme droit résiduel	179
c) La légitime défense comme un droit intérimaire	181
d) La légitime défense comme un droit subordonné	182
e) La légitime défense dans les réalités du monde d'après 1945: un droit envahissant	184
2. Les conditions d'application de l'article 51 de la Charte	191
à) <i>Ratione personae</i> : qui?	191
• b) <i>Ratione temporis</i> : quand?	192
c) <i>Ratione materiae</i> : quoi?	197
d) L'échelle de l'attaque armée	201
e) La notion d'arme	202
f) L'insuffisance de la menace	202
g) Les droits protégés par l'interdiction de l'attaque armée	203
h) Absence de légitime défense contre la légitime défense	204
i) <i>Ratione conditionis</i> : comment?	205
j) La demande d'assistance en cas de légitime défense collective	207
k) Conclusion: la légitime défense juridique et la légitime défense politique	207
C. Les exceptions coutumières à l'interdiction de recourir à la force	208
1. L'intervention humanitaire	208
a) La définition de l'intervention humanitaire	208
b) La pratique des Etats du XIXe siècle	209
e) La pratique des Etats du XXe siècle	210
d) Arguments en faveur de la licéité de l'intervention humanitaire dans des cas extrêmes	212
e) Arguments en défaveur de la licéité de l'intervention humanitaire dans tous les cas	215
f) Appréciation de la licéité de l'intervention humanitaire	217
2. L'intervention par la force en faveur de nationaux en péril à l'étranger	218
a) Définition et portée du droit	218
b) Licéité de l'intervention en faveur de propres ressortissants	220
3. L'autodétermination des peuples coloniaux: le colonialisme comme agression permanente	222

4. Les représailles armées.	223
a) L'époque de la Société des Nations.	223
b) Le droit de la Charte des Nations Unies.	224
- 5. L'intervention par invitation: portée et licéité.	225
6. L'intervention armée dans une guerre civile.	226
a) Les controverses doctrinales.	226
b) La pratique des Etats.	228
7. Licéité de l'utilisation de la force pour faire exécuter un arrêt de la Cour internationale de Justice ou une sentence arbitrale ...	229
8. Les Doctrines Breshnev et Reagan.	231
a) La Doctrine Breshnev.	231
b) La Doctrine Reagan.	231

►

Chapitre MI

Le <i>peaceful change</i>	232
A. Position du problème: stabilité contre adaptation.	232
B. L'article 19 du Pacte de la Société des Nations.	233
C. L'article 14 de la 'Charte des Nations Unies.	234

Conclusion générale	237
-----------------------------------	-----

Annexes	241
-----------------------	-----

<i>Annexe I:</i> Charte des Nations Unies (du 16 juin 1945).	243
<i>Annexe II:</i> Pacte de la Société des Nations (du 25 janvier 1919).	251
<i>Annexe III:</i> Traité de Paris (Briand-Kellogg) (du 27 août 1928).	263
<i>Annexe IV:</i> Résolution n° 2625 de l'Assemblée générale des Nations Unies relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats (du 24 octobre 1970).	266
<i>Annexe V:</i> Résolution n° 3314 de l'Assemblée générale des Nations Unies portant sur la définition de l'agression (du 14 décembre 1974).	275
<i>Annexe VI:</i> Résolution n° 687 du Conseil de sécurité de l'ONU (du 3 avril 1991).	279
<i>Annexe VII:</i> Résolution n° 1373 du Conseil de sécurité de l'ONU (du 28 septembre 2001).	288

Bibliographie	293
-----------------------------	-----

Index alphabétique	309
----------------------------------	-----